

ACTIVITES JURIDIQUES Spécialité Droit Social

RNCP13960 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	120, 128
Code(s) ROME	K1902, K1201, K1102
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Université de Rouen

<http://www.univ-rouen.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Ce professionnel exerce son activité dans l'environnement juridique lié à l'exploitation d'une entreprise. Il conseille les différents services de l'entreprise (personnel, direction générale...). Ce professionnel maîtrise la législation sociale et a une aptitude à la veille juridique. Il peut ainsi assurer l'accompagnement juridique et administratif des relations de travail tant individuelles que collectives mais également participer au fonctionnement et au développement de structures oeuvrant dans le domaine de la protection sociale. Effectivement, ce professionnel peut aussi exercer son activité dans un organisme de protection sociale qu'il relève du régime général ou non (assurance maladie, assurance chômage, caisses complémentaires, mutuelles, caisses de prévoyance...).

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- réaliser une veille juridique en matière sociale et fiscale et de mettre à jour les documents d l'entreprise par le biais des bases de données juridiques en fonction de l'évolution de la législation sociale.
- accompagner le dirigeant dans ses relations avec les administrations (CRAM, médecine du travail,...), l'aider à choisir les sociétés d'intérim, cabinet de recrutement et organismes de formation.
- collaborer avec les professionnels du droit liés à l'entreprise (avocats, inspection du travail...)
- contrôler l'application du droit du travail en matières d'hygiène ou de sécurité.
- assurer l'accompagnement juridique du processus de recrutement.
- assurer le suivi des contrats de travail de la conclusion à la rupture.
- accompagner juridiquement la mise à disposition de salariés.
- identifier et prévenir le risque contentieux en matière sociale.
- maîtriser l'environnement juridique de la rémunération et du temps de travail, maîtriser les différents paramètres de la paie (établissement d'un bulletin de paie grâce à la maîtrise d'un logiciel de paie).
- organiser les élections professionnelles
- préparer les réunions avec les partenaires sociaux et organiser la négociation annuelle obligatoire.
- accompagner le fonctionnement des institutions représentatives du personnel.
- maîtriser l'environnement conventionnel de l'entreprise (conventions et accords collectifs d'entreprise), se charger de la rédaction juridique des accords de participation et d'intéressement des salariés aux bénéfices.
- accompagner l'élaboration et la mise en place du plan de formation et de la GPEC
- maîtriser les connaissances de base de la protection sociale (droit de la sécurité sociale, droit de l'aide et de l'action sociales ; droit tutélaire).
- accompagner juridiquement les situations de précarité et de dépendance.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

ce professionnel travaille au sein de cabinet spécialisé en droit social (cabinets d'avocats, cabinet d'expertise comptable), d'un service juridique ou contentieux d'une entreprise ou d'un service chargé du personnel (service administratif, service des ressources humaines, service paie...), d'une organisation syndicale ou professionnelle ou au sein d'une collectivité locale ou d'une association oeuvrant dans les domaines de l'aide et de l'action sociales ou des services à la personne.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Ce professionnel peut prétendre aux emplois suivants :

- collaborateur juridique (de cabinets spécialisés)
- assistant de services contentieux ou juridique
- responsable de service d'organisme de protection sociale
- conseiller en droit social
- coordinateur de service d'action sociale
- conseiller technique en action sociale
- rédacteur juridique
- cadre de service administratif
- secrétaire juridique

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Intensité d'embauche, Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 020 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+2 (DUT, BTS, Deug ou équivalent) en services aux personnes (37 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) V4X85 — Professionnels de l'action sociale · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	11 224
Jugés difficiles à recruter	46 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	P3X90 — Professionnels du droit V4X85 — Professionnels de l'action sociale

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE
non

COMPOSITION DU JURY — VAE
Enseignants-chercheurs et professionnels

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/13960/>